



LA DGFIP EST EN DANGER

Les « *lignes directrices* » du Directeur Général sont autant de lignes destructrices de notre administration, ouvrant la voie à sa disparition : suppressions de services, «dématisation» forcée et forcenée, suppressions d'emplois et restructurations incessantes...

Tout cela sur fond de déréglementation des règles de gestion où la hiérarchie des normes est d'ores et déjà inversée.

QUEL AVENIR POUR LA DGFIP ET POUR SES AGENTS ?

La période qui s'ouvre à nous est cruciale à bien des titres :

> Le projet de loi de Finances 2017, en discussion au parlement, prévoit **1 815 suppressions d'emplois** à la DGFIP en 2017 et de nouvelles coupes budgétaires !

> La mise en oeuvre du **prélèvement à la source**, synonyme de privatisation de la collecte au détriment des contribuables salariés et véritable usine à gaz pour nos services, prépare la destruction de milliers d'emplois à la DGFIP.

> Le groupe de travail mutations pour 2017 annonce de **nouveaux reculs de nos droits**.

Après la suppression du mouvement d'avril pour les A et les B, le délai de séjour obligatoire de 3 ans pour les C stagiaires et 3 ans de blocage dans la dominante métier pour les B, sont annoncés :

- 3 ans de blocage pour les A recrutés sur poste à profil ou au choix ;
- un bilan de compétences tous les 5 ans pour les vérificateurs et les agents de services centraux, pouvant déboucher sur la remise en cause de leur affectation ;
- l'obligation de suivre la mission lorsqu'il y a un transfert entre deux services au sein d'une même commune, ce qui revient à une mutation forcée.

> Le CTL suppressions d'emplois est annonciateur de nouvelles coupes. Combien dans le 91, sachant que depuis la fusion **plus d'un emploi sur 5 a été supprimé** dans notre département avec près de 300 emplois supprimés depuis 2009 ?

- **Et toujours des postes vacants** : au 1er septembre, il manquait dans le 91 (après temps partiel) **40 C et 20 B !**

COMMENT NOS SERVICES VONT-ILS POUVOIR CONTINUER À FONCTIONNER ?

Et en 2017 :

> Poursuite de l'ASR (Adaptation des Structures et du Réseau) : Pôles départementaux, régionaux ou nationaux en tous genres, centres de contacts en voie de généralisation au détriment des SIP ...

Dans notre direction en 2017 : Transfert de la plus grande partie des missions du CDIF d'Etampes à Corbeil, suppressions de brigades de vérifications, fermeture des trésoreries d'Athis, Mennecy et Villemoisson, et en perspective, la fusion des SPF de Corbeil, quid d'un service départemental d'enregistrement ?

> **Accélération de PPCR** : avec les quelques points d'indice autofinancés par les agents, on veut nous faire accepter le déclassement dans l'échelon inférieur et la disparition des réductions d'ancienneté de 1 ou 2 mois. En uniformisant carrières, évaluation et règles de gestion, PPCR prépare le vaste plan de la mobilité forcée inter administrations.

CA SUFFIT !!! MARRE D'ÊTRE TOUJOURS PRIORITAIRE POUR LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !!!

Soyons unis pour faire échec au démantèlement de la DGFIP, à la casse de nos missions et de nos conditions de travail, et exigeons :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et le pourvoi de tous les postes vacants ;
- l'arrêt des restructurations : dans notre département l'abandon des projets de démantèlement du CDIF, de fusion des SPF, des suppressions de brigades de vérifications et des fermetures de trésoreries
- aucune atteinte aux règles de gestion ni aux statuts particuliers ;
- l'abandon de PPCR et une véritable reconnaissance des qualifications ;
- l'abandon de la retenue à la source ;
- le maintien et le développement de toutes les missions de la DGFIP.

Face à toutes ces attaques et pour sauver nos missions et métiers, pour nos revendications,

FAISONS DU 15 NOVEMBRE UNE JOURNÉE MORTE À LA DGFIP !

TOUS EN GREVE LE 15 NOVEMBRE !

Et au rassemblement Ile de France à BERCY à 13h30